



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

En 2009...

...tordre le cou à l'escroquerie

Merci à vous tous pour l'année 2008 que vous nous avez fait vivre et bravo pour les prises de position claires que vous avez eues pendant l'année écoulée. Grâce à votre engagement, votre participation et votre envie d'aller de l'avant vous avez permis aux familles paysannes d'aller un peu mieux.

L'année qui arrive s'annonce beaucoup plus difficile et va mettre à rude épreuve notre solidarité. Diviser par le mensonge telle est la devise de nos «partenaires», où ce qu'ils devraient être.

Un exemple: lancer le bruit que le prix du lait devrait baisser de 15 à 20 centimes puis dire ensuite que l'on s'est simplement mal compris, mais qu'il devrait au moins se situer à -9 centimes. Puis faire croire à PSL qu'ils ont gagné une bataille car cela aurait pu être pire. Si cela n'est pas malhonnête, imbécile et faux alors je n'y comprends rien dans l'art de la manipulation médiatique.

Est-ce que nous, les paysans, allons enfin oser dire à nos partenaires commerciaux et politiques leurs quatre vérités?

1) Nous venons de vivre une crise boursière et économique mondiale qui est due au manque de régulation dans le secteur boursier.

2) Le climat, tout le monde commence à en prendre conscience, change à une vitesse vertigineuse.

3) La crise alimentaire qui pointe son nez - que dis-je, sa péninsule - commence à questionner les États-major politiques.

4) L'impossibilité d'arriver à un accord à l'OMC, et pourtant M. Lamy n'aura reculé devant rien pour atteindre un résultat qu'il voudrait positif pour lui ...



Le 1er juin 2008, à Palézieux, vous étiez nombreux et déterminés. Cela ne fait que commencer.

Cela nous inspire la réponse suivante: plus de régulation pour moins de crise alimentaire afin d'améliorer le climat et pour des échanges internationaux intelligents.

Le diagnostique est fait et par chance nous avons le remède: il se nomme «souveraineté alimentaire».

Bizarre, bizarre le producteur et le consommateur sont d'accord entre-eux. Ils doivent simplement remettre les intermédiaires en place en étant autant rusés qu'eux, sans être aussi machiavéliques et égoïstes. Nous devons absolument utiliser tous les outils à notre disposition:

- Réglementer, par ex. via le contrat du lait à 1.- ou/et la plateforme de regroupement de l'offre du lait et de négociation du prix; c'est le prix qui fixe la quantité,

- Fournir le plus directement possible les consommateurs: marchés de proximité,

- Améliorer le climat en réduisant le nombre de kilomètres parcourus en encourageant les produits de proximité,

- Avoir une vision commune et internationale des politiques agricoles: elle est mondiale chez Via Campesina.

Soyons transparents, mais durs en négociant, et surtout sûrs de nous et de ce que l'on ne veut pas...

Merci et bonne année 2009 à tous. Je sais que je peux compter sur vous pour savoir ce que vous voulez et pour être prêts à agir de manière déterminée...

Pierre-André Tombez, Président



Baisse des prix

Incompréhension

Page 2



Festival

Un grand succès

Page 5



Sections

Genève débat

Page 7



Via Campesina

Les «mystica»

Page 8

BAISSE DES PRIX...

Coup de gueule syndical contre la baisse des prix des produits agricoles

À qui profite le crime?... pourrait se demander le lecteur assidu de polars et d'autres énigmes dans le lot des nouvelles quotidiennes:

Aux consommatrices et consommateurs? Peut-être qu'ils pourront profiter de quelques miettes d'une nourriture peu chère, produite industriellement et qui a de plus en plus le goût de rien. Et naturellement de se faire rouler dans la farine!

À l'industrie alimentaire? Certainement, car elle pourra continuer à acheter au prix le plus bas, tout en mettant en concurrence les producteurs du monde entier. Elle transformera en mettant sous pression son personnel, en économisant sur le temps de travail, en délocalisant pour chercher les pires conditions sociales.

À l'environnement? Certainement pas, car les transports qui sont déjà aujourd'hui de trop, augmenteront afin d'aller chercher là où les produits agricoles sont les moins chers. La course aux terres arables devient de plus en plus aiguë et son effet dévastateur sur l'écosystème est documenté.

Aux populations paysannes des deux tiers de la planète qui sont déjà aujourd'hui menacées par les importations à bas prix qui mettent en concurrence les productions locales? Ces mêmes populations qui doivent quitter leurs terres face aux multinationales qui achètent, déboisent et répandent insecticides et engrais chimiques à tout va. La baisse des prix empêche l'épanouissement des populations rurales.

Aux producteurs suisses et européens? Certains tireront leur épingle du jeu, mais une majorité n'a pas les moyens pour résister à cette déferlante continue de baisse de prix. Les paysans disparaîtront tout simplement à moins qu'ils ne s'organisent et radicalisent leurs actions, par des mouvements de grèves comme ils ont déjà su le faire pour le prix du lait.

à long terme un véritable choix et des produits alimentaires de qualité, en est une autre!

Aux boursicoteurs et actionnaires? Ils se frottent les mains après les multiples déconfitures (les pauvres!) des derniers mois. Ils trouveront dans la baisse des prix un débouché idéal pour leurs affaires. Mettre en concurrence et

voit la recherche de main d'oeuvre venant de plus en plus loin augmenter et la baisse des prix agricoles permet à un certain lobby paysan de se retirer définitivement dans sa coquille pour rendre impossible une revalorisation du statut de ses ouvrières et ouvriers.

Tristes perspectives pour un monde qui ne se régit que par le fric au lieu de se réorganiser autour d'un projet qui met en avant la justice sociale et le bien-être des populations!

Quel projet? La souveraineté alimentaire répond aux attentes des paysans et des travailleuses et travailleurs agricoles. Elle recentre le débat et met en main des populations le pouvoir décisionnel quant à l'agriculture et les choix de société.

Pour l'autre syndicat, Philippe Sauvin, 18 janvier 2009



Le 3 décembre 2008, devant Elsa, Migros était aussi la cible des producteurs. Dans la guerre des prix, Coop et Migros prennent les producteurs en otage.

Aux grands distributeurs? Ils en profiteront tout en répercutant continuellement la pression sur leur personnel. Annoncer à force de pub quelques baisses de prix à l'étalage pour mieux conditionner et tromper les consommatrices et les consommateurs est une chose, garantir

écrémer en profondeur est leur religion!

Et les travailleuses et travailleurs agricoles? Le maillon le plus faible! Ils ressentent les effets pervers déjà maintenant. La délocalisation sur place (bas salaires et conditions sociales)

Politique difficile à suivre aussi pour le client...

A Coop, Migros,

Chers distributeurs,

Vous nous parlez beaucoup de vos efforts en faveur d'un développement durable, de votre conscience écologique et de commerce équitable. Nous nous en réjouissons, car comme vous nous sommes convaincus qu'il faut payer un prix raisonnable aux producteurs d'ici et d'ailleurs pour leur permettre de vivre décemment en ménageant la nature et ses ressources.

Là où nous ne vous suivons plus, c'est quand vous nous annoncez triomphalement

une baisse de 5 à 10 centimes sur le prix du litre de lait, baisse obtenue sur le dos de nos paysans. Où sont la logique et la cohérence de cette politique? Pour nous consommateurs cette baisse est négligeable; en revanche, pour le paysan producteur de lait et sa famille, ce sont des milliers de francs perdus sur un revenu annuel déjà modeste.

Au même titre que nous choisissons d'acheter un peu plus cher des bananes, du café ou d'autres produits estampillés Max Havelaar, nous sommes prêts à payer 10 centimes de plus par litre de lait pour que les paysans d'ici puissent affronter l'avenir avec confiance.

Notre vœu pour Nouvel An: que vos actes soient en accord avec votre discours; vous vous ferez en prime une publicité crédible.

André et Edith Cortessis, Cheseaux



Devant chez Elsa, les producteurs remerciaient les consommateurs.

Dossier lait sur le net

Uniterre cherche à informer au mieux ses membres de l'évolution du dossier. Le site www.uniterre.ch est mis à jour aussi souvent que possible. Page spéciale lait et flash info!

Drapeau grève du lait

A vendre au prix de 20.- sur www.uniterre.ch/021_601_74_67.

Téléchargez le contrat d'adhésion à EMB et signez!

InterLock

Le confort par excellence

TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓ Etables & stabulations
- ✓ Rénovations et neuf
- ✓ Sans comparaison avec béton/asphalte
- ✓ Antiglis et isolant
- ✓ Devis sans engagement

LGC SA - CP 48 - 1627 VAULRUZ

026 913 79 84

swiss@animat.ca www.animat.ca

MARCHE LAITIER

Echec retentissant pour la politique laitière de la Commission européenne

Les errements de la politique de l'UE débouchent sur des mesures urgentes d'intervention et de subvention à l'exportation.

«La Commission européenne envisage de réinstaurer la restitution des taxes à l'exportation dans le secteur du lait. Le beurre et le lait en poudre, mais aussi le fromage et d'autres produits laitiers devraient, grâce aux remboursements des taxes à l'exportation, être écoulés en masse sur le marché mondial. Simultanément, des milliers de tonnes de lait en poudre et de beurre devraient, par le biais de l'intervention, être entreposés.

Seulement dix mois après le rehaussement complémentaire de 2% des quotas laitiers en date du 1^{er} avril 2008, le marché du lait menace d'échapper à tout contrôle. Et comble de malchance, le Conseil européen des Ministres de l'Agriculture a décidé, il y a deux mois, de nouveaux relèvements des quotas de production de plus de 6% au cours des cinq prochaines années. Par cette mesure, les ministres souhaitent garantir le soi-disant atterrissage

en douceur du marché du lait», relate Sieta van Keimpema, vice-présidente de l'European Milk Board.

«Les prix versés aux producteurs de lait sont en chute libre depuis l'automne 2008. Cette spirale qui fait plonger, dans certains cas, les prix à quelques 21 centimes, a pris des proportions alarmantes. La Commission européenne se voit donc contrainte d'intervenir sur le marché, reniant ainsi ses propres intentions. Dès le départ, sa politique de libéralisation du marché du lait en Europe condamnait la Commission à l'échec», commente Romuald Schaber, président d'EMB.

Il poursuit en expliquant: «La situation dramatique sur le marché du lait contraint la Commission à réinstaurer le remboursement des taxes à l'exportation afin d'éviter l'effondrement total du marché. Dans un même temps, l'Union

européenne subit, en raison de cette mesure, les pressions de l'OMC. Si la protection périphérique existante devait, à titre d'exemple, être compromise par l'introduction de remboursements à l'exportation, le préjudice subi par l'Europe irait bien au-delà des bénéfices glanés grâce à cette mesure. Par ailleurs, dans les pays tiers comme la Russie, les gouvernements réfléchissent déjà à haute voix à un rehaussement disproportionné des taxes à l'importation des produits laitiers en guise de contre-offensive aux mesures européennes. Fondamentalement, l'expérience des dernières années démontre que les subventions à l'exportation fragilisent directement les marchés des producteurs de lait des pays du sud.

Sieta van Keimpema commente: «Voilà pourquoi l'European Milk Board (EMB) ne ménage pas ses critiques à l'égard de la réintroduction des remboursements

des taxes à l'exportation. Nous enjoignons instamment la Commission de recommander, d'ici le 22 janvier 2009, une réorientation du plan de sortie ainsi qu'un gel des relèvements de quotas convenus pour 2009».

Schaber précise: «Il est temps que la Commission européenne accepte les propositions d'EMB et fasse enfin un usage souple du règlement sur les quotas afin que les volumes qui dépassent les besoins ne soient tout simplement pas produits. Les producteurs de lait en Europe sont prêts à adapter leur production aux possibilités de débouché sur le marché. Seule cette approche peut concourir à développer une politique laitière qui serve tant les producteurs que les consommateurs et garantisse des prix stables et justes».

EMB, 21 janvier 2009

Berlin: l'ensemble du mouvement EMB en colère

Une assemblée des membres d'EMB a eu lieu le 15/16 janvier 2009 à Berlin. Cette assemblée se tenait dans un climat de marché très difficile pour les producteurs laitiers. En effet, les prix évoluent à la baisse partout en Europe. Si, en moyenne, ils se situent encore autour de 30 cts tant dans le Nord de l'Allemagne qu'en Belgique, les prix sont déjà autour des 25 cts et parfois en dessous en Irlande ou en Hollande. Le niveau inférieur pourrait rapidement se situer autour de 21 à 22 cts, voire moins, en suivant un prix du marché mondial très volatil. Ceci alors que le prix minimal nécessaire pour couvrir les coûts de production se situe dans l'UE à 40 cts. C'est dire que la situation des producteurs de lait est extrêmement tendue. Dans ce contexte il est important de pouvoir renforcer le travail d'EMB. Ses moyens, notamment financiers, doivent être plus importants. Une augmentation de la cotisation par producteur passant de 5 à 7 euros sera donc soumise au vote à la prochaine assemblée qui se tiendra le 17/18 février à Bruxelles.

Un des axes de travail d'EMB réside dans la communication vis-à-vis de la politique, des acteurs du marché et des consommateurs. Afin d'améliorer celle-ci, une mesure proposée consiste en la mise en place d'un site internet actualisé quotidiennement. Parallèlement, la campagne pour le lait équitable «Fairmilk» doit être étendue à tous les pays membres.

Le principal objectif reste l'augmentation des membres organisés au sein d'EMB avec un accent principal à mettre sur le développement de l'organisation des producteurs français. Afin de pouvoir peser sur les décisions politiques et sur les négociations du marché, il est en effet indispensable que les producteurs soient regroupés.

Le désastre actuel du marché tant en Europe qu'en Suisse montre que la politique des augmentations des quotas, ou de l'attribution de quantités supplémentaires accordées selon des analyses de marché erronées, se révèle catastrophique. D'autant plus que les hausses de quotas tombent -tant dans l'UE qu'en Suisse- en même temps que de nouvelles normes de fixation de la matière grasse à 3,5% ce qui a pour effet d'augmenter les quantités.

Dans ce cadre, il faut relever que l'OFAG a autorisé deux nouvelles demandes de quantités supplémentaires en décembre, ce qui porte les quantités totales à 128,6 millions de kg. La surproduction représente en Suisse entre 6 à 7% du lait. Comme les prix pour le beurre et la poudre de lait ont baissé dans l'UE de près de 50%, ces volumes excédentaires continuent de tirer les prix suisses vers le bas. Lors de la discussion autour de la force obligatoire (motion Kunz), Mme Leuthard a reconnu tout de même qu'il y a un problème de surproduction et qu'il existe un stock

de beurre (3'100t) et de poudre de lait (11'000t). Mais elle refuse d'admettre la responsabilité pourtant claire de l'OFAG dans l'attribution de ces volumes. Il s'agit pourtant d'un cas manifeste de mauvaise régulation des quantités de lait. A l'instar de la commissaire Fischer Boel, la Conseillère fédérale invoque une éventuelle intervention de l'Etat pour désengorger le marché, qui pourrait être opérative dès le mois de février... L'Etat envisage de régler un dysfonctionnement de la régulation des quantités par une nouvelle mesure de distorsion des prix qui exercera encore une pression à la baisse sur les prix.

Par ailleurs, il faut rappeler que l'OFAG et le Département de Mme Leuthard sont encore sous le coup d'une enquête administrative concernant le fonctionnement de l'attribution des quantités supplémentaires. Au lieu de réguler un marché selon l'évolution de la demande par une organisation de producteurs, démocratiquement légitimée, à laquelle l'Etat refuse d'octroyer ce mandat, ce dernier défend et cautionne uniquement les intérêts d'un cartel industriel qui organise la surproduction pour baisser les prix. Quitte à détruire l'économie laitière et la création de richesses au niveau local. Doris Leuthard: «En cas d'erreur, l'Etat ne doit pas réagir avec des nouvelles mesures administratives pour pénaliser un comportement d'entrepreneur. Tout le secteur de l'économie alimentaire subirait sinon une nouvelle

baisse de compétitivité, ce qui ne peut être dans l'intérêt de l'Etat, des consommateurs et du Parlement». Un tel discours d'aveuglement nous rappelle le traitement de la crise financière et des responsables du secteur bancaire. Dans cette logique la collectivité doit supporter les dégâts d'une avidité illimitée, irresponsable et dénuée de bons sens économique des acteurs de l'industrie et du commerce. Il est grand temps de mettre une pression publique sur les responsables politiques de cette crise laitière et agricole. Face à la cartellisation du marché, il faut redonner aux producteurs de lait la compétence de gérer les quantités produites, d'organiser le regroupement de l'offre, de constituer une force sur le marché et de subordonner l'intérêt individuel à l'intérêt économique général afin de maintenir des prix couvrant les coûts de production.

Pour maintenir une production laitière paysanne de qualité, décentralisée au service des consommateurs, il faut inverser cette évolution néfaste du prix du lait actuel. Sans cela, celle-ci se répercutera dans un recul de la production, notamment dans les zones de montagne, une remise en question l'occupation décentralisée du territoire et une pression accrue sur les conditions de travail, la détention des animaux et les équilibres environnementaux.

Rudi Berli

EN DIRECT DE LA COMMISSION LAIT

Les producteurs de lait offrent une campagne de pub à plus de 180 millions à COOP et MIGROS

Annoncée par MIGROS et COOP en grande pompe juste avant les fêtes, la baisse de 9 cts du prix du lait à l'étalage est un formidable coup médiatico-commercial des deux géants orange. Grâce à cette annonce, les deux grandes surfaces ont occupé l'actualité et les manchettes des journaux justes avant les gros achats de Noël. Ce coup marketing à plus de 180 millions de francs (2'000 millions de kilos lait x 0.09 francs, valeur minimum des baisses réelles aux producteurs), a été offert dans son intégralité par les producteurs qui vont voir leurs revenus fortement amputés. En aucun cas, la baisse n'a été demandée par les consommateurs et les consommatrices.

Grâce à ce cadeau, COOP et MIGROS ont pu remettre au goût du jour une de leurs facettes – car elles en ont plusieurs - à savoir celle qui met en avant le prix cassé, la forte concurrence sur le marché et de la vie bon marché... En cette période de crise financière et d'ouverture des marchés, une telle communication fait à coup sûr mouche auprès d'une frange de consommateurs parfois mal ou peu informés!

Heureusement, les associations de

défense des consommateurs et en particulier la Fédération romande des consommateurs (FRC) ont repéré la supercherie et ont remis l'église au milieu du village en soulignant l'importance des prix corrects payés aux producteurs pour maintenir une production locale, transparente, diversifiée et proche des préoccupations environnementales des consommateurs.

Dans un marché alimentaire maîtrisé par quelques géants, qui dit baisse de prix aux consommateurs dit baisse de prix à l'autre bout de la chaîne, à savoir chez les producteurs. En aucun cas MIGROS, COOP ou autres ALDI ne vont baisser leurs marges globales provenant du secteur «produits laitiers», mais vont la répartir différemment sur leur assortiment. Une baisse sur le lait de boisson signifie sans doute une hausse sur d'autres produits laitiers (fromages, ligne bio, etc.).

Du côté des marges des producteurs, qu'ils soient BIO ou PER, la situation est toute autre. La facture devrait être bien plus salée que les 9 cts annoncés dans les communiqués de presse de MIGROS. Selon certaines sources, Crémo annoncerait une baisse de 10.9

cts/kg pour les mois de janvier, février et mars 2009. Les producteurs directs d'ELSA (MIBA, APLCNS et APLE) se verraient amputés de 8 cts/kg pour janvier à mars et moins 9 cts/kg dès avril. En Suisse allemande, Hochdorf Nutritec pourrait baisser ses prix de 9 cts/kg sur 70% du lait et 34 cts/kg sur 30%, ce qui fait une moyenne de 16,5 cts/kg. Emmi devrait annoncer une baisse de 8.8 cts/kg sur 95% du lait et 14.8 cts/kg sur 5% du lait, soit une baisse moyenne de 9,1 cts/kg à laquelle il faudrait rajouter une retenue de 5 cts/kg, soit une baisse totale pour le producteur de 14.1 cts/kg. Les pools régionaux comme PROLAIT, LOBAG, NORDOSTMILCH n'ont pas encore annoncé leurs prix.

La pilule est donc très amère pour les producteurs. Noël est passé et la période des cadeaux aussi. Migros et COOP annoncent, comme d'habitude, des résultats financiers records. Visiblement le temps est venu pour chaque producteur d'envoyer sa facture. Sur le marché, les prestations marketing ont un prix, exigeons de COOP et MIGROS qu'ils nous les remboursent! Est-ce possible?

Nicolas Bezençon

10 février, date clé pour l'avenir de la production laitière suisse

De grandes incertitudes planent encore sur la forme qu'aura le marché laitier suisse au 1er mai 2009. La mise en place d'une plateforme de regroupement de l'offre pourrait se décider ces prochains jours. En effet, c'est le 10 février que les délégués de l'organisation de producteurs de Suisse centrale (ZMP) décideront s'ils maintiennent ou non leur confiance au système ALS (contrat de production pour le lait de ligne et bourse pour le lait de régulation). Si les délégués décident de se distancer de l'ALS, les cartes pourraient être redistribuées.

La commission lait d'Uniterre entretient des contacts très serrés avec BIG-M et d'autres organisations pour appréhender la suite en fonction des décisions choisies. Pour Uniterre, la position est claire. Les quantités doivent se définir en fonction du prix payé et non l'inverse!

NB

OFAG et quantités supplémentaires, y a-t-il des moutons noirs?

La commission lait suit également le dossier concernant l'utilisation des quantités supplémentaires. Actuellement l'OFAG n'a transmis aucun résultat des contrôles qu'il est censé effectuer. Il n'est pas impossible que des pressions supplémentaires des producteurs soient nécessaires pour obtenir une réponse de la part de l'administration. Uniterre envisage d'ailleurs d'aller la chercher. De plus amples informations vous seront transmises en temps voulu!

Campagne de communication à Swissexpo à Lausanne

Alors que les membres du comité de l'European Milk Board (EMB) se retrouvaient face aux grands médias et au gratin politique européens lors de la Grüne Woche de Berlin, la commission lait d'Uniterre a coordonné la campagne européenne «Fair milk for Europe» en Suisse, lors de la SwissExpo 2009.

Du 15 au 17 janvier, les milliers de consommateurs-toujours plus nombreux - ainsi que tous les producteurs présents ont été accueillis à l'entrée du Palais de Beaulieu par plusieurs «Justine», la vache symbole du mouvement EMB (150'000 membres, 14 pays européens). Elle représente la revendication des producteurs de lait européen pour un prix du lait équitable.

Selon les producteurs sur place, les vaches ont rencontré un véritable succès auprès des consommateurs et particulièrement des enfants. Des centaines de personnes se sont faites photographier devant ces vaches arborant les couleurs de plusieurs pays européens. Du côté des producteurs, elles ont suscité l'interrogation et parfois des discussions animées... dans tous les cas elles ne sont pas passées inaperçues et c'est tant mieux!

Le combat pour un prix juste et équitable ne fait que commencer, il est donc fort possible que les «Justine»

ressortent le bout de leur museau ces prochains mois.

Si vous désirez soutenir la campagne, les «Justine» suisses sont à vendre sur le site internet d'Uniterre. Deux formats sont disponibles (à 110 Frs et 1100 Frs)

Nicolas Bezençon



La vache suisse accueillait le public.



Un alignement des vaches représentant quelques pays membres d'EMB.

ACP à Yverdon: bientôt la «TerreFerme»

En janvier, Yverdon a vu naître un nouveau projet baptisé «TerreFerme», qui regroupe une dizaine de familles paysannes et une quarantaine de consommateurs. Il proposera des légumes frais à un rythme hebdomadaire et des produits de garde une fois par mois.

Le 7 mai 2008, l'Agenda 21 de la ville d'Yverdon-les-Bains organise une conférence publique axée sur l'agriculture contractuelle de proximité et intitulée «Des produits de saison près de chez vous». La salle est comble. Plus de 60 personnes répondent à l'appel démontrant ainsi le grand intérêt pour cette thématique dans la région. N. Bezençon - Uniterre et Fédération Romande de l'ACP - présente le fonctionnement de l'agriculture contractuelle de proximité et de la fédération ainsi que le rôle que joue Uniterre dans le développement de l'ACP. Gilles Roch, maraîcher à Ballens, présente son expérience au sein de la coopérative «Le Jardin Potager».

Un groupe de consommatrices et de producteurs se sont réunis une dizaine de fois pour élaborer la structure et les statuts de l'association. Marie Kolb de L'Agenda 21 et Nicolas Bezençon ont coordonné et animé les groupes de travail. Pascale Cornuz, unique maraîchère enthousiasmée par le projet livrera les

légumes. Emmené par Jean-Yves Billaud et la famille Guichard d'Orzens, le groupe des producteurs «de garde»

viande ont déjà manifesté leur intérêt! Le prix du petit panier varie entre 23.- et 27.- (env. 1100 Frs/an) et le

grand pour quatre personnes entre 35.- et 40.- (env. 1600 Frs/an), le tout livré 45 fois par an. 1% du prix du panier est ristourné à Uniterre pour soutenir son travail. Les lieux de livraison devraient être au nombre de 7, répartis selon les lieux d'habitation des consommateurs. La Maison des Terroir de Grandson a d'ores et déjà manifesté son intérêt pour accueillir un point de livraison. La participation des consommateurs aux travaux de production n'est pas obligatoire. Des apéros et des activités comme une participation active aux travaux de récolte seront organisés au bon vouloir des producteurs. Les inscriptions sont ouvertes. Le premier panier est prévu pour le 2 avril 2009.

Nicolas Bezençon



Protagonistes: Jean-Yves Billaud entouré de M et Mme Guichard et d'Isabelle Welker.

fournira pommes de terre, tresses, confiture, œufs, fraises, pommes, jus de pommes, noix et différentes huiles tous

viande ont déjà manifesté leur intérêt! Le prix du petit panier varie entre 23.- et 27.- (env. 1100 Frs/an) et le

Questions et inscription:
Marie Kolb, Déléguée à l'Agenda 21:
024 423 60 20
marie.kolb@yverdon-les-bains.ch

La souveraineté alimentaire, star d'un festival

14 films, 2 débats, 1 dégustation... et environ 5000 entrées (libres) aux séances.

Du 9 au 11 janvier derniers, a eu lieu le premier Festival de Films Mangeurs d'Avenir, ou la souveraineté alimentaire. Un festival entièrement gratuit, organisé par les Jardins de Cocagne pour fêter leurs 30 ans.



Une partie de l'équipe du festival.

De retours du Festival Mangeurs d'Avenir, que de bons échos. Ceux des «cocagnards», présents en nombre pour fêter dignement ces 30 ans, mais aussi des curieux, des scientifiques, et pas mal de jeunes (prêts pour la relève?) en recherche de projets d'Agriculture Contractuelle de Proximité (ACP). Car Cocagne, bien sûr, tout le monde connaît, mais la liste d'attente est longue... alors on soupire et on lève les yeux au ciel, ce qui ne fait pas vraiment avancer les choses, on le sait... sauf pendant le festival! En effet, suspendue au-dessus de nos têtes se balançait la solution: l'exposition de Natacha Porcher sur les initiatives ACP régionales accrochée à des pinces à linge.

Les Jardins de Cocagne avaient donc envie pour ces 30 ans, en plus d'une

belle fête durant l'été, de prendre le temps d'un week-end, pour entrer dans la spirale complexe de l'élaboration et de l'acheminement de notre alimentation. Au programme, 14 films qui abordent la production et l'approvisionnement de ce que nous retrouvons directement dans nos assiettes (Le monde selon Monsanto,

Decourt, qui propose une alternative au «toujours plus»), mais aussi des productions régionales avec notamment une première: Au Cœur de la Proximité, de N. Petitpierre, documentaire sur l'Agriculture Contractuelle de Proximité en Suisse romande, tourné durant l'été 2008. Les organisateurs ont même eu

nombre et pleine de questions constructives aux débats, où le Président d'Uniterre, Pierre-André Tombez avait été invité, assemblée autour d'Emilienne Hutin et de Willy Cretegnny pour déguster leurs précieux nectars, elle affluait sans cesse au bar pour grignoter des pâtés et des fromages (tous choisis pour leur provenance régionale), et des cakes, des fruits et des légumes (quand même!). À tel point que les «cocagnards» derrière le bar se sont demandé si nos pauvres compatriotes genevois n'étaient pas sous-alimentés le reste de l'année! À boire aussi bien sûr: des vins et de la bière genevois ainsi que du jus de pommes en reconversion bio. Et de l'eau en bouteille? Ah, ben non! on est écolo ou on ne l'est pas. D'ailleurs, les poubelles de compost sagement alignées étaient bien remplies.

Enfin, pour continuer le remue-ménages, un stand de livres, soigneusement préparé par la librairie du Boulevard avec de tout sur la souveraineté alimentaire (livres, DVD, prospectus), recevait, lui aussi par vagues successives, des spectateurs heureux de pouvoir approfondir leurs connaissances.

Et voilà, ces trois jours ont passé à toute vitesse. Dimanche soir, le comité était épuisé mais heureux, le public en avait pris plein les yeux et la panse, et tous en redemandaient déjà. À quand la prochaine édition?

Delphine Wuest, une mangeuse d'avenir



Entre les films, un bar proposait nourriture et boissons et encourageait au débat.

de M.M. Robin, incontournable, Notre pain quotidien, de N. Geyrhalter, le «no comment» artistique, sans oublier Miel ou déconfiture, de D. Auclair, sur nos abeilles indispensables). Cependant, le comité avait également choisi de montrer certaines des solutions qui fleurissent un peu partout sur la planète (Terre vivante, de J.F. Vallée, qui annonce une révolution grâce au semis direct, pas forcément «la solution» mais une alternative intéressante; Simplicité volontaire et décroissance, de J.C.

l'audace de proposer un concours de courts-métrages; le choix du spectateur fut difficile, on avait envie de voter pour celui qui nous avait fait rire, pour celui qui était bien vu, mais aussi pour... enfin, on n'avait qu'une voix. Résultat: des salles comblées et près de 5000 entrées en trois jours.

Et puis, un festival de films serait bien triste sans quelques-à-côtés... deux débats, une dégustation de vins et un bar. La foule ne s'y est pas trompée: en

Photos: Alfredo Lavalle

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Engagement citoyen

La souveraineté alimentaire est une thématique qui doit encore faire son chemin en Suisse et plus particulièrement en Suisse allemande. Nous avons constaté que notre projet d'initiative recevait un très bon accueil parmi la population alors que les comités des organisations ou partis étaient encore quelque peu frileux. D'où une étape intermédiaire que nous présentons ci-dessous: celle que chaque individu s'engage au niveau qu'il souhaite en signant l'appel et en le renvoyant.

Souveraineté alimentaire...

...du débat populaire et associatif, à l'intégration dans la Constitution suisse?

S'engager pour la souveraineté alimentaire dans notre pays comme sur le plan international!

En tant que membre suisse de La Via Campesina, Uniterre travaille sur la question de la souveraineté alimentaire depuis une dizaine d'années. Uniterre base l'ensemble de sa réflexion sur la définition élaborée en 1996 en marge du sommet de la FAO à Rome par des organisations paysannes du sud et du nord de La Via Campesina. Depuis, nous avons eu de nombreux contacts avec des organisations paysannes, des organisations non gouvernementales, des associations de consommateurs, environnementalistes, syndicalistes, partenaires économiques, politiques et autres afin de faire avancer le débat dans les esprits.

Parallèlement, sur le plan européen et mondial, le débat a eu lieu à différents niveaux et avec de nombreux partenaires. Point d'orgue, en 2007, un large forum s'est tenu au Mali avec des associations paysannes, de pêcheurs, de femmes et environnementalistes de très nombreux pays à l'invitation de La Via Campesina et d'alliés.

Aujourd'hui, sur le plan international, la volonté est de faire reconnaître ce droit au niveau de l'ONU constatant que le droit à l'alimentation, à lui seul, n'est pas suffisant; la voie «institutionnelle» est donc enclenchée. Quelques pays ont d'ores et déjà fait reconnaître ce droit dans leur propre législation. Lors de sa Vième Conférence internationale à Maputo, en octobre 2008, La Via Campesina a appelé ses membres à redoubler d'efforts pour lancer des initiatives visant à l'élaboration de lois et constitutions nationales reconnaissant le droit à la souveraineté alimentaire.

La Suisse, avec sa démocratie directe, peut participer activement à ce processus de reconnaissance institutionnelle du droit à la souveraineté alimentaire. Ce serait également un signal très fort sur le plan mondial si la Suisse, en tant que pays de l'hémisphère nord, s'engageait dans la voie de la souveraineté alimentaire.

Sans souveraineté alimentaire au nord, celle du sud ne pourra se réaliser. Nos destins sont liés et c'est seulement si un grand nombre d'Etats épousaient ce concept que nous pourrions nous attendre à un changement d'orientation de la politique agricole internationale permettant à l'agriculture de proximité de se re-développer dans nos différents pays en tenant compte de nos réalités socio-économiques respectives tout en garantissant des échanges internationaux agricoles plus justes.

Uniterre a adapté au plus proche la définition de la souveraineté alimentaire de La Via Campesina aux réalités suisses. De ce processus découle le texte d'initiative populaire pour un nouvel article Constitutionnel 104bis intitulé «souveraineté alimentaire».

Nous vous appelons à vous engager, en tant que citoyen-ne, sur la base du texte actuel (www.uniterre.ch) en cochant tout ce qui convient:

- Le texte proposé m'intéresse et va dans le bon sens.
- Je serais prêt-e à faire connaître ce texte au sein de mon organisation/association/parti/autres et à susciter une discussion à ce sujet.
- Dans le cas du lancement d'une initiative populaire basée sur ce texte (ou un texte très proche) je pourrais envisager la promouvoir.

Nom.....Prénom.....

Adresse :

Mail :

Téléphone/Portable :

A renvoyer à: Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne, ou info@uniterre.ch

Ce document peut être téléchargé sur <http://www.uniterre.ch/Dossiers/politiqueAgricole.html>

Hormones de croissance bovines

OMC, USA/UE et mesures de «rétorsion» américaines: la santé et l'agriculture paysanne sont plus nécessaires que le libre-échange.

Nous ne voulons pas de bœuf aux hormones dans nos assiettes ni demain dans nos fermes. C'est à l'UE et pas à l'OMC de déterminer quels modes de production agricoles sont permis en Europe.

Juste avant de partir, le Président GW Bush a décidé de faire un «cadeau» supplémentaire aux Européens en renforçant les mesures de rétorsion tarifaire vis-à-vis de l'UE, qui refuse à juste titre l'importation de viande bovine issue d'animaux piqués à l'hormone de croissance. Ce sont les producteurs européens qui vont en faire les frais.

La Coordination Européenne Via Campesina demande à l'UE de ne pas modifier sa législation quant à l'importation de viande hormonée et de ne pas céder à la pression du gouvernement des Etats-Unis.

Il ne s'agit pas ici d'opposer américains et européens. Des organisations paysannes des USA comme la NFFC s'opposent également à l'utilisation d'hormones dans l'élevage. Il s'agit d'opposer un mode de production industrialisé, souvent entre les mains de grandes firmes, à une agriculture paysanne multifonctionnelle. On trouve ces deux types d'agriculture à la fois aux USA et en Europe. Mais sur la question des hormones comme sur celle du poulet chloré, l'UE n'a pas suivi le modèle américain. Bravo, et nous lui demandons de rester très ferme sur ces deux points.

Il est inacceptable que l'OMC puisse dicter les modes de production sur toute la planète, toujours au profit de l'industrie. Ce n'est pas au commerce international de réglementer l'agriculture. Les crises financière, alimentaire et environnementale montrent que l'accord OMC de 1994, qui a amplifié ces crises doit être complètement revu. Il faut en effet aller plus loin que simplement enterrer le cycle de Doha: il faut refonder les règles du commerce international sur d'autres valeurs et d'autres principes: le «libre-échange» est incapable de résoudre les crises actuelles car il les a créées.

Nous proposons le cadre de la souveraineté alimentaire pour refonder ces règles et développer des agricultures paysannes diversifiées, culturellement adaptées, capables de nourrir toute la planète et de contribuer à la refroidir.

Coordination Européenne Via Campesina

Nouvelles de la commission grandes cultures & viande

En décembre dernier, la commission a rencontré les responsables de Suisseporcs. Discussion fort instructive qui prouve la nécessité de sensibiliser encore et toujours nos organisations agricoles.

Producteurs de porcs, membres d'Uniterre, nous pensons que vous avez votre rôle à jouer pour sensibiliser Suisseporcs à la nécessité de travailler pour le bien de tous les producteurs!

Il a fallu plusieurs mois pour enfin décrocher un rendez-vous avec Suisseporcs. Nous pensons que cette discussion a été utile tant à Uniterre, qui la souhaitait de longue date, qu'à Suisseporcs qui a pu entendre notre point de vue.

Ala demande pressante d'Uniterre de discuter de prix de la viande au producteur, de coûts de production et donc du prix des céréales fourragères, Suisseporcs préfère parler de «parts de marché». Cette notion de quantité semble pour l'instant bien plus importante pour eux que celle de prix qui couvriraient les coûts de production. Du coup, pour produire à un prix bas, il faut des quantités, selon les théories encore largement diffusées par nos écoles et autorités. Et donc pour un céréalier, autant qu'il valorise sa céréale sur l'exploitation. Suisseporcs ne verrait d'ailleurs pas d'un mauvais oeil que des céréaliers du plateau installent des porcheries permettant de valoriser leurs produits de la terre. Quitte à ce que cela provoque la fermeture de petites structures familiales en Suisse centrale. Au moins c'est dit...

Mais ce projet a-t-il un avenir est-on tenté de se demander? A-t-on le potentiel dans notre pays à la topographie accidentée et peuplé de consommateurs sensibles au bien-être des animaux et à l'environnement de régater avec les «collègues» de Bretagne? Doit-on envier un élevage qui a provoqué une pollution des nappes sans précédent, un désamour des consommateurs envers la profession et qui a comme corollaire l'exportation massive de lisier dans les pays d'Europe de l'est? Cette vision n'est pas partagée par Uniterre. Nous aspirons à ce que les différents secteurs de la profession puissent vivre correctement de leur métier par des prix qui soient rémunérateurs. Nous pourrions ainsi continuer ensemble à livrer de la viande de porc de qualité supérieure à notre population. La qualité ne se mesure pas que sur la viande, mais déjà à la production du fourrage.

Valentina Hemmeler Maïga

ECHOS DES SECTIONS

Section genevoise en assemblée au Carre d'Aval

Voici bien des années que la section genevoise d'Uniterre ne s'était pas « officiellement » retrouvée. Bien qu'il n'existe actuellement pas de comité officiel pour la section, il est à relever que de très nombreux agriculteurs genevois sont membres d'Uniterre. Avec 150 personnes, nous pouvons considérer qu'elle représente 40% des familles paysannes du canton. Après le Jura et le Jura bernois qui se sont retrouvés l'automne dernier, c'est donc Genève qui réactive ses membres. Dynamique positive pour la suite!

C'est une trentaine de membres qui se sont réunis au Domaine de la Touvière à Carre d'Aval pour échanger avec les secrétaires et le président d'Uniterre. Les différentes filières de production, comme les régions genevoises étaient fort bien représentées.

Alexis Corthay, qui représente actuellement Genève au comité directeur d'Uniterre a ouvert les feux en remerciant les présents et en citant la dizaine de personnes qui s'étaient données la peine de s'excuser. Il a également salué la présence du Président d'AgriGenève, François Haldemann, ainsi que de l'ancien Président, Michel Courtois.

Alexis Corthay a tenu à soulever qu'après une présence plutôt occasionnelle au comité directeur d'Uniterre, il s'était peu à peu pris « au jeu » et en est devenu un participant assidu. Il y apprécie le niveau des discussions et l'engagement de tous, que ce soit de l'équipe comme du comité. Il espère, comme Uniterre, que d'autres membres de Genève se joignent à lui pour venir au comité directeur ou tout du moins pour faire un relais « Uniterre » sur le canton. S'il n'est pas indispensable de créer une section avec des statuts et un comité élu, il serait néanmoins souhaitable qu'Uniterre puisse avoir 4-5 personnes qui seraient prêtes à jouer le rôle de courroie de transmission: des décisions d'Uniterre, mais aussi et surtout des envies et besoins des membres de la région genevoise. Avis donc aux amateurs!

La première partie de la soirée a été consacrée à un bref tour d'horizon des activités d'Uniterre. Valentina Hemmeler Maïga et Rudi Berli ont présenté quelques dossiers: politique agricole suisse et internationale, accords de libre-échange, souveraineté alimentaire, marché du lait, remise en route de la commission céréales et viande, travail avec les médias, contacts avec la Suisse allemande, renforcement des liens sur le plan international que ce soit par le biais de La Via Campesina ou de l'European Milk Bord (EMB) etc.

À l'écoute de ce « bilan », Alexis Corthay a rappelé qu'il n'est pas indispensable d'être plus de 50% de convaincus pour démarrer un processus. Ce qui compte, c'est la masse critique; quelques pourcents suffisent à enclencher le moteur, à faire avancer un processus en provoquant un effet d'entraînement. Il suffit de se rappeler de la grève du lait qui a débuté avec 300 producteurs en Suisse

allemande et romande pour dépasser les 10'000 en fin de grève.

Pierre-André Tombez, Président d'Uniterre souhaite également rappeler qu'Uniterre n'est pas une équipe avec une idée qu'elle veut imposer. Uniterre est une équipe qui reprend les idées que ses membres proposent pour essayer de les concrétiser. Cette dynamique est indispensable, d'où la richesse des sections qui peuvent amener aussi des idées plus spécifiques ou originales. Pour lui, il est difficile de tirer un bilan après chaque action ponctuelle. Ce qui importe plus, c'est de voir si la « ligne », la « vision » d'Uniterre est lisible et compréhensible pour ses membres et le grand public. Les actions que nous accomplissons, aussi importantes soient-elles que la grève du lait, ne sont qu'un élément d'une vision, d'un projet à long terme.

Il faut par contre relever qu'une année telle que 2008 - avec ses multiples rebondissements - ne peut que souder une équipe telle que celle d'Uniterre et de ses commissions thématiques. Elle a confirmé que nous sommes au clair sur ce que nous souhaitons, sur le message que nous voulons faire passer. Sans aucun mot d'ordre ni consigne, les différents producteurs interviewés dans le cadre des activités d'Uniterre relayaient parfaitement les idées que nous développons.

Notre projet progresse pour développer la souveraineté alimentaire en Suisse, comme sur le plan international, notamment via un projet d'initiative populaire. Mais nous avons pris conscience qu'il est en premier lieu indispensable de sensibiliser « la base » des organisations, associations ou partis. Celle-ci est beaucoup plus sensible à notre projet que les comités directeurs, bien plus politisés et frileux. Mais si la base bouge, parions que les comités suivront. Lorsque nous sentirons que le terrain est mûr pour un débat de fond, que ce soit en Romandie comme en Suisse allemande, nous prendrons la décision de lancer ou non l'initiative.

Il semble aussi indispensable de thématiser la question des prix rémunérateurs au niveau de toutes les filières, d'avoir le courage de parler et de communiquer sur les coûts de production. On constate toujours que certaines organisations préfèrent parler de parts de marché à conquérir ou à conserver plutôt que de parler du prix minimum au-dessous duquel il ne vaut mieux pas produire. Une tendance forte demeure dans le milieu paysan qui est celle qu'il faut d'abord produire pour

occuper des parts de marché avant de discuter du prix. Cette attitude est une fuite en avant qui est suicidaire pour le monde paysan. Le problème doit être pris par l'autre bout. Nous devons avoir le « courage » de fixer nos prix en fonction de ce que la production nous coûte et de voir ensuite quelle quantité l'acheteur est prêt à prendre. D'où l'intérêt des projets d'agriculture contractuelle de proximité qui ont permis aux producteurs de tenter l'exercice et de réaliser qu'il n'est pas simple de calculer un prix.

Ce prix, pour le lait a été fixé à 1.-/litre pour le moment. Il devrait en être fait autant pour les céréales panifiables (1.-/kg) et les fourragères (70 cts/kg). Ces prix aux producteurs n'ont qu'une faible influence sur le consommateur qui investit un peu moins de 10% de son budget dans l'alimentation. En expliquant les raisons de ces prix, nous sommes persuadés que les consommateurs joueront le jeu s'ils peuvent, par ce biais là, assurer un avenir à l'agriculture et à la production de proximité et de qualité.

Cette dernière intervention a suscité plusieurs réactions, notamment la nécessité d'utiliser pleinement le label « Genève Région Terre Avenir » que les agriculteurs genevois ont à disposition. C'est le seul label régional qui a intégré la notion de prix rémunérateurs dans son cahier des charges. Malheureusement, les filières n'ont jusqu'à maintenant pas déterminé le niveau de prix considéré comme rémunérateur pour les différents produits. Selon quelques personnes, nous devons absolument passer à « l'offensive des prix ». Sinon le label ne répond pas à l'entier des critères qu'il est sensé respecter. Il faut avoir l'audace de décider des prix indépendamment du marché. Aujourd'hui, on parle plus du sacro-saint marché que des acteurs qui le font. Faire ce pas permettrait au producteur genevois de s'identifier plus au projet « Genève Région Terre Avenir ». Pour les céréales par exemple, faire ce calcul ne serait pas bien compliqué. Aujourd'hui on vend du plain Glaneur labélisé sans que le producteur ne reçoive un centime de plus.

Quelques autres personnes rappellent néanmoins que les labels ne peuvent pas tout résoudre et que les prix équitables devraient être la norme et non une niche. Ce à quoi le Président rappelle que c'est bien pour cela que nous n'avons pas fait une filière spécifique « lait équitable » qui ne profiterait qu'à ceux qui auraient été les premiers à s'engouffrer dans la

brèche. Tous doivent pouvoir bénéficier de prix rémunérateurs.

Suite à une question concernant les soutiens politiques envisageables, Uniterre constate qu'il est important de parler avec tous les partis et que divers courants les traversent. Il y a un certain clivage romands/alémaniques. Ensuite, sur le dossier agricole, fort complexe, il y a beaucoup de méconnaissances et d'a priori. D'où la nécessité de garder le contact avec tous et de faire de la défense professionnelle qui soit au dessus des partis.

La soirée a été encore l'occasion de rappeler la nécessité de favoriser l'installation des jeunes dans l'agriculture; qu'ils soient issus de familles paysannes ou non. Il y a plusieurs jeunes qui sortent des écoles et qui n'ont pas l'occasion de s'installer alors qu'ils pourraient amener un souffle nouveau. Uniterre est prêt à creuser la question et à utiliser le réseau européen pour s'inspirer de ce qui se fait chez nos voisins. Les installations sont une réponse concrète à notre volonté d'être plus de paysans. L'agrandissement sans fin des domaines a montré ses limites. Nous devons trouver une réponse à cette problématique: chercher à mettre en contact celles et ceux qui veulent s'installer, ceux qui veulent remettre un domaine et enfin ceux qui pourraient apporter un soutien financier à des projets d'installation.

Les OGM, le financement de la recherche publique et la sélection « traditionnelle » ont également été soulevés alors que nous sommes actuellement en phase de consultation sur la prolongation du moratoire sur les OGM. Il est vrai que le journal d'Uniterre a moins thématisé la question des OGM ces derniers mois, bien que le dossier suit son cours. Quant à la question des variétés indigènes et de l'accès aux semences, c'est un dossier qui gagnera sûrement en importance à l'avenir.

Valentina Hemmeler Maïga

Intéressé-e à suivre de plus près Uniterre et faire connaître les attentes de la région genevoise. Être une personne de contact? Appelez-nous: 021 601 74 67

Séances décentralisées. Souhaitez-vous organiser une séance décentralisée d'Uniterre dans votre région? Appelez-nous pour que cela soit organisé avec votre section!

La Mystica au sein de la Via Campesina

«Vous pourrez toujours couper les fleurs, vous n'arrêterez jamais le printemps». Voici une phrase de Pablo Neruda qui exprime bien la dynamique de La Via Campesina.

Dans le but de bien préparer la 5ème conférence de Via Campesina, comme futurs participants, nous avons reçu une documentation sur la définition de la Mystica. Le but étant, pendant la conférence, de consacrer quelques moments à démontrer la totalité de la diversité culturelle du mouvement. C'est ainsi que chaque région, à tour de rôle, avait la charge d'animer le début de journée un sketch sur un événement particulier de sa région. C'était une façon bien agréable de nous mettre dans l'ambiance. Chaque jour, c'était une surprise de voir la créativité de chaque groupe. Et même en cours de journée, des slogans repris par l'ensemble de l'assemblée nous remettaient dans l'ambiance.

Nous, Européens, avons mimé l'histoire de notre agriculture: il y a eu une époque où la majorité de la population travaillait la terre. C'était pénible, on transpirait beaucoup, il y avait peu de temps libre. On a commencé à regarder du côté de la ville. La vie était plus facile, il y avait des distractions et les banques distribuaient très facilement de l'argent. Les paysans quittaient de plus en plus les campagnes pour aller en ville. On demandait même aux derniers paysans de ne pas trop se montrer car cela ne faisait pas bien dans le paysage. Mais voilà, vint le jour où les banques n'avaient plus d'argent; on allait même jusqu'à les attaquer... Dernière solution, il fallu retourner à la terre. On s'approcha des derniers vieux paysans, on leurs fit des compliments et leur demanda de nous réapprendre à travailler à leurs cotés.

La fin des paysans

Je me rends compte, que partout dans le monde c'est la même pression, bien sur à une intensité différente. Pressions

exercées sur les travailleurs de la terre, pour leur confisquer leur culture, leur savoir-faire, leurs traditions, leur fonction et même leurs droits à la vie. Ceci au profit à court terme de l'industrie agroalimentaire. Même les gouvernements se soumettent à la pression des multinationales.

Et meurent pour se rénovier».

et Jorge Rebelo:

«Il ne suffit pas que notre cause soit pure et juste, il est nécessaire que la justice et la pureté existent en nous».

Samora Michel:

«Il ne peut y avoir que de l'amour entre des êtres libres et égaux».



A Maputo, une scène de Mystica qui mime la répression subie par les paysannes.

Par la Mystica, Via Campesina veut redonner espoir aux paysans du monde. Avoir à l'esprit que la Mystica dépasse sa propre définition; elle est sentiment, espoir, lutte et combat pour la construction d'un monde juste et fraternel basé sur la bonté, la générosité, la solidarité, la compréhension et le sens de l'égalité.

Dans ce sens je me permets de citer des déclarations de certaines personnalités reconnues:

Les poètes mozambicains,

José Craveirinha:

«Car dans mon humaine condition

Je vais mourir insoumis

Et en criant

Comme les vagues qui naissent de la mer

Paulo Freire:

«Personne n'éduque personne. Les personnes s'éduquent entre elles».

«Ôtez-nous les cordes, pour que nous puissions être égaux, nous souffrons, parce que vous nous avez pris nos richesses du passé». D'une chanson du groupe mozambicain Kapa Dech.

Echange de valeurs

La Mystica m'a beaucoup apporté dans le cadre de mon engagement auprès des petits paysans des pays pauvres. Elle m'aide à mieux comprendre combien il est important de tenir compte du vécu des personnes. Souvent, j'ai à faire à des gens qui ont vécu des événements

qui les ont gravement perturbés: la guerre, la mort violente de membres de leur famille, les déplacements, les déracinements, les humiliations, la faim, le manque de soins ou d'éducation. Ils en sont venus à tendre la main pour qu'on leur procure de la nourriture. Ils ont perdu leur dignité d'être humain, leur savoir-faire, leur coutume, leur place dans la société. Il faut les accompagner dans leur reconstruction. On ne peut pas leurs imposer nos méthodes. Il faut partir de ce qu'ils sont et évoluer avec eux. Ce n'est qu'après quelques années d'accompagnement que l'on se rend compte de l'évolution. Ils retrouvent la fierté d'être capable d'accomplir une tâche utile. C'est vraiment un échange de valeurs, car nous avons aussi beaucoup à apprendre d'eux. Il n'y a pas chez eux cet esprit de compétition, de domination, ils savent encore jouir de la vie, du moindre événement et... tout simplement prendre le temps de vivre.

On ne vit pas que pour l'argent. Il y a d'autres priorités. Quand je suis en compagnie de ces petits paysans, je me rends compte que, la plus part du temps, leur première préoccupation, c'est de se demander ce qu'il auront à manger demain...

Dans nos pays, les mouvements de solidarité se développent, on dénonce les injustices, mais sommes nous capables de changer notre standard de vie pour plus d'équité? Dans mon engagement comme volontaire, ce qui me procure de vraies satisfactions, c'est de permettre à des groupes de paysans d'acquérir plus d'autonomie sans que pour moi ce soit une question d'argent. C'est une belle manière de vivre ma petite retraite d'ancien paysan et de militant.

Martin Chatagny

OGM: Bruxelles veut relancer la production

Après plusieurs mois, Bruxelles a décidé, le 21 janvier, de relancer la machine à autoriser la culture de nouveaux OGM et de s'attaquer aux clauses de sauvegarde invoquées par la France, la Hongrie et la Grèce pour interdire l'utilisation du maïs MON 810 sur leur territoire.

La présentation d'une proposition de mise en culture, par la Commission, constitue une véritable rupture, dans la politique menée depuis 10 ans.

Les OGM concernés sont le maïs Bt 11 de Syngenta et le maïs 1 507 développé par Pioneer.

La plupart de ces cinq propositions seront discutées dans les prochains mois, notamment à la mi-février, lors d'une réunion des experts des Vingt-sept à Bruxelles et lors du Conseil des ministres de l'environnement de l'UE au mois de mars. Pour contrecarrer le projet visant à lever le moratoire sur le MON 810, la France, la Hongrie et la

Grèce devront obtenir le soutien d'une large majorité des États membres de

l'UE (au moins 14 pays qui représentent 62% de la population communautaire).

FERME SANS OGM

Affiche, A2, non plastifiée
«Ferme sans OGM»
Elle peut être commandée par
téléphone au 021 601 74 67
ou via le site internet
www.uniterre.ch

Ferme
sans OGM



Responsable du journal:

Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch

Imprimerie, annonces:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs, 1450 Sainte-Croix, Tél. 024 454 11 26

Secrétariat du syndicat:

Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne.
Tél: 021 601 74 67, Fax 021 617 51 75,
Courriel: info@uniterre.ch

Abonnements et changements d'adresse:

Patricia Gaillet, 1564 Domdidier Tél. 026 675 16 46,
Fax 026 675 16 36, p.gaillet@uniterre.ch
Fr. 150.-paran, CCP 17-6872-4, Banque Raiffeisen,
Compte Uniterre No 28496.55, 1564 Domdidier

Commission «par l de lait, 1- pour le paysan»:

Jacques Barras, la Grande Planche, 1698 Bouloz
Tél. 021 907 11 68, j.barras@uniterre.ch

Commission internationale:

Rudi Berli, 8 rue Lissignol, 1201 Genève
Tél. 078 707 78 83, r.berli@uniterre.ch

Coordination Européenne Via Campesina:

Valentina Hemmeler Maïga, 021 601 74 67

Plateforme agriculture contractuelle:

Nicolas Bezençon, 021 601 74 67

Commission grandes cultures et viande:

Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch